

1/1/2020

# STRATEGIE SUN BUSINESS NETWORK MADAGASCAR 2020-2025

*PLATEFORME ANJARAMASOANDRO*



## Contents

INTRODUCTION .....	2
CONTEXTE DE LA NUTRITION A MADAGASCAR .....	2
IMPORTANCE DE L'ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVE DANS LA NUTRITION .....	5
LES DIFFERENTS ETAPES DE LA STRATEGIE .....	8
Où en sommes-nous aujourd'hui.....	10
Que ferons nous au cours des cinq prochaines années.....	11
Où voulons nous être dans 5 ans et comment y arriver ? .....	14
DÉVELOPPER LA COLLABORATION AVEC LES AUTRES PLATEFORMES SUN ET LES AUTRES ENTITES .....	19
Mobilisation de ressource pour la plateforme .....	20
AMÉLIORER LES POLITIQUES ET LA RÉGLEMENTATION EN MATIÈRE DE NUTRITION .....	21

# STRATEGIE SBN MADAGASCAR

## INTRODUCTION

Le réseau du Secteur privé SUN est l'un des 4 réseaux membres du mouvement mondial SUN. En effet, les pays membres du mouvement SUN sont soutenus pour mettre en place un réseau du secteur privé sous le leadership du point focal gouvernement qui est l'Office National de Nutrition pour Madagascar, pour participer aux côtés des réseaux des nations unies, de la société civile et des donateurs à un véritable engagement de façon coordonné et ambitieux en faveur de la nutrition.

Le Sun Business Network (SBN) est une plateforme neutre composée de plusieurs entreprises du secteur privé. Cette plateforme permet d'établir des partenariats et d'obtenir une collaboration entre les entreprises et les acteurs de la nutrition aux niveaux national, régional et mondial pour soutenir le SUN (Scaling Up Nutrition).

Le SBN a pour but de réduire la malnutrition sous toutes ses formes à travers la mobilisation du secteur privé afin d'investir et lancer dans des actions responsables et durables.

Quand les consommateurs réclameront une meilleure qualité d'aliments nutritifs, les entreprises agiront et les économies nationales se développeront. Plusieurs entreprises considèrent que la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont essentiellement liées à la croissance, à la performance et à la durabilité du secteur privé.

## CONTEXTE DE LA NUTRITION A MADAGASCAR

Dans le pays, le taux de malnutrition est le plus élevé, selon l'Indice poids-taille, l'OMS et l'UNICEF recommandent l'utilisation du seuil de -3 écarts types (ET) des normes OMS pour identifier les enfants ayant une MAS et d'après les données de l'enquête MICS 2018 par INSTAT/UNICEF. Le fait de garantir aux enfants et aux femmes enceintes et allaitantes l'accès à des aliments nutritifs à un prix abordable pendant les 1000 premiers jours, de la grossesse au deuxième anniversaire de l'enfant, peut conduire à des améliorations de la santé et du développement tout au long de la vie. Parallèlement à l'allaitement maternel et aux aliments nutritifs, les suppléments multi-nutriments constituent une approche innovante et rentable de l'enrichissement à domicile. Ils améliorent la

nutrition de toute la famille lorsqu'ils sont mélangés aux repas juste avant de les servir. Les suppléments multi-nutriments se présentent sous différentes formes, notamment des poudres, des pâtes à tartiner et des pâtes, et sont faciles à consommer.

La collaboration entre le gouvernement, les entreprises et les organisations de la société civile joue un rôle de plus en plus important dans le renforcement de l'offre et de la demande d'aliments spécialement formulés pour des groupes cibles.

Au cours des quinze dernières années, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans a régulièrement baissé, passant de 72 pour mille en 2006 à 59 pour mille en 2016.

Les enfants de moins de 05 ans les plus exposés au risque de mortalité sont ceux qui vivent en milieu rural, ceux des ménages les plus pauvres ou dont les mères sont sans instruction.

En dépit de cette baisse, le niveau de la mortalité infantile demeure élevé 40 décès pour mille naissances vivantes.

Par rapport à la mortalité néonatale, on note une stagnation du niveau (autour de 22 pour mille). Les enfants dans les régions de Diana (32 pour mille), Atsimo Atsinanana (31 pour mille), Itasy (30 pour mille), Vakinankaratra (30 pour mille) et Betsiboka (30 pour mille) sont les plus exposés au risque de décès néonataux.

La situation socio démographique des ménages reste précaire à Madagascar. C'est le premier constat des résultats de l'Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples ou Multiple Indicators Cluster Survey (MICS) réalisée en 2018.

À l'issue de trois mois et demi de travaux de collecte de données sur terrain (mi-Août à fin Novembre 2018) réalisés par 180 personnes (enquêteurs et chefs d'équipe), les principaux résultats sur les domaines thématiques et sur les conditions de vie des ménages sont révélateurs :

Dans le domaine de la santé, sur 1 000 naissances vivantes, 21 décèdent au cours de leur premier mois de vie ; 40 décèdent avant leur premier anniversaire et 59 décèdent avant d'atteindre leur 5ème anniversaire.

En matière de nutrition, un enfant de moins de 05 ans sur deux souffre d'un retard de croissance qui se manifeste par une taille trop faible par rapport à son âge.

Quant à l'éducation, on note qu'un enfant âgé de 6 à 10 ans sur cinq et un enfant âgé de 11 à 14 ans sur trois ne sont pas scolarisés. Par ailleurs, un enfant âgé de 5 à 17 ans sur deux est déjà engagé dans un travail quelconque.

La moitié de la population n'a pas encore accès à une source d'eau de boisson améliorée et que deux individus sur cinq pratiquent encore la défécation en plein air.

Années précédant l'enquête	Quotient de Mortalité néonatale : ODD 3.2.2	Quotient de Mortalité Post-néonatale	Quotient de Mortalité Infantile	Quotient de Mortalité juvénile	Quotient de Mortalité Infanto-juvénile : ODD 3.2.1
0-4	21	19	40	20	59
5-9	22	20	42	21	62
10-14	23	24	48	26	72

Mortalité néonatale (NN): probabilité de décéder au cours du premier mois de la vie.

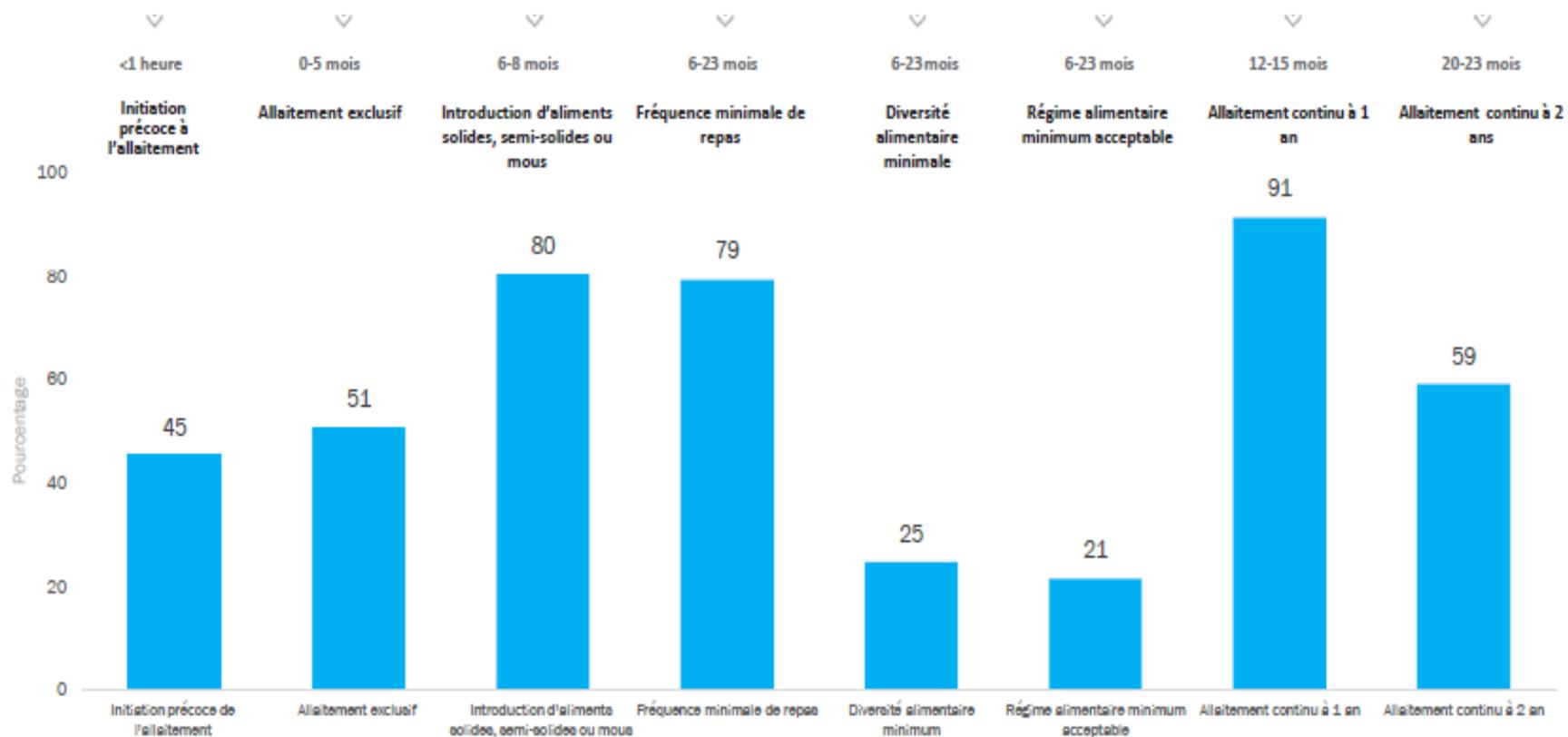
Mortalité post-néonatale: calculée comme différence entre les taux de mortalité infantile et néonatale.

Mortalité infantile (1q0): probabilité de décéder entre la naissance et le premier anniversaire.

Mortalité infantile (4q1): probabilité de décéder entre le premier et le cinquième anniversaire.

Mortalité des moins de 5 ans (5q0): probabilité de décéder entre la naissance et le cinquième anniversaire.

Source : UNICEF-INSTAT 2018



## IMPORTANCE DE L'ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVE DANS LA NUTRITION



La nutrition offre des possibilités d'accroître la production et de développer de nouveaux marchés afin d'accroître les ventes et les profits.

La nutrition est un point d'entrée pour que les entreprises contribuent de manière constructive aux priorités nutritionnelles nationales et mondiales, contribuant ainsi à créer des consommateurs qui accordent la priorité à la santé et à la nutrition.

Une bonne nutrition au travail entraîne une réduction des jours de maladie et des accidents, une productivité accrue et peut également jouer un rôle dans l'amélioration des pratiques d'allaitement.



Le secteur privé peut offrir des capacités nutritionnelles différentes de celle du secteur public. Y compris :

Générer une demande de produits et de services nutritifs.

1. Mettre l'accent sur l'échelle, l'efficacité et la rentabilité.
2. Mettre l'accent sur l'innovation et le développement de produits, qui peuvent rendre les aliments nutritifs plus abordables et désirables.
3. La capacité d'intégrer des systèmes de gestion de la qualité et de salubrité des aliments tout au long de la chaîne de valeur alimentaire.



Développement de produit et innovation afin de rendre plus nutritif les nourritures et plus abordables.



Génération de la demande & compréhension de comportement du consommateur & prise de décision, qui peut renforcer la demande pour une bonne nutrition & régimes alimentaires sains



Gestion de la qualité, emballage et sécurité alimentaire. Systèmes qui fonctionnent efficacement et effectivement le long de la valeur de la chaîne alimentaire et peut aider à maintenir le produit nutritionnel.



La nature complexe de la malnutrition exige qu'un éventail de secteurs et d'intervenants soient engagés pour lutter contre les facteurs de malnutrition, y compris la dénutrition, le surpoids et l'obésité et les carences en micronutriments.

Les entreprises peuvent compléter les efforts de nutrition du secteur public à l'échelle nationale et mondiale en soutenant dans des domaines où d'autres parties prenantes peuvent ne pas avoir la même portée ou l'impact potentiel sur un grand groupe de population



Une grande partie de la population mondiale a accès aux aliments et aux services nécessaires pour répondre à leurs besoins alimentaires par le biais de marchés ouverts et du secteur privé, y compris de nombreuses personnes à faible revenu et d'autres personnes vulnérables.

Le secteur privé produit de nombreux aliments qui contribuent à l'augmentation des taux de surpoids et d'obésité.

Le secteur privé peut être une source d'innovation dans les nouveaux produits et technologies, le marketing, les modèles de distribution et les partenariats nécessaires pour accroître la nutrition de manière durable.

Le secteur privé est de plus en plus reconnu par les acteurs du secteur public comme un facteur clé du développement économique et social. La nutrition offre aux entreprises la possibilité d'augmenter leurs ventes et leurs bénéfices de manière à contribuer au développement social et économique. Le secteur privé produit de nombreux produits alimentaires et non alimentaires et fournit des services qui contribuent à améliorer la nutrition. Le secteur privé possède une vaste expertise qui peut être appliquée à des solutions pour améliorer la nutrition.

Le secteur privé est impliqué dans l'ensemble de notre système alimentaire, y compris la production, la chaîne d'approvisionnement, la transformation des aliments, la formulation du produit et la commercialisation du produit. La chaîne d'approvisionnement alimentaire, l'environnement alimentaire et le comportement des consommateurs sont étroitement liés et affectent la qualité de l'alimentation et la nutrition. Nos trois niveaux de notre système alimentaire sont liés au secteur privé et aux produits qu'ils produisent.

D'après notre expérience, toutes les parties prenantes devraient être impliquées dans le développement d'une stratégie d'engagement avec les entreprises. Le développement d'une approche impliquant la société civile, les donateurs, le gouvernement et le monde universitaire, avec les entreprises, permettra à tous les partenaires des plates-formes nationales SUN de jouer un rôle dans l'élaboration d'une stratégie pour intensifier l'engagement avec les entreprises. L'inclusion de tous ces groupes dans les étapes initiales nous permettra de cartographier les partenariats existants et l'expérience avec les entreprises, ainsi que d'aligner les activités et les ressources potentielles. Un dialogue ouvert et transparent avec tous les groupes garantira que les partenaires des plates-formes multipartites SUN peuvent être inclus dans le développement de toute stratégie d'engagement commercial.

La nutrition est cruciale pour le développement économique et donc pour toutes les entreprises. Un large éventail d'entreprises peut jouer un rôle direct dans le soutien des objectifs des stratégies nationales de nutrition, des entreprises alimentaires au secteur non alimentaire, comme les secteurs de la technologie et des communications. L'engagement avec les entreprises dans le développement de stratégies nationales et de projets spécifiques devrait créer de la valeur pour que tous les partenaires réussissent. Les entreprises, le gouvernement et la société civile peuvent définir la « valeur » de différentes manières et doivent respecter ces différences pour réussir leur partenariat. Cela nécessitera inévitablement une reconnaissance du rôle que les approches fondées sur le marché peuvent jouer pour accroître l'accès à des produits et services nutritifs, et l'acceptation que le profit de l'activité est essentiel pour garantir la durabilité de la contribution. Les gouvernements devraient reconnaître la valeur des contributions du secteur privé, tout en comprenant les motivations et en s'assurant que les incitations et les stratégies de gestion des risques appropriées sont en place pour garantir des partenariats durables et efficaces.

Pour faire participer efficacement les entreprises, il faudra identifier les secteurs et les industries dont la stratégie nutritionnelle est la plus pertinente. En commençant par les priorités du gouvernement, la stratégie d'engagement des entreprises peut se développer de manière à aligner les activités des entreprises dans les domaines où le gouvernement a le plus besoin de soutien pour atteindre ses objectifs nationaux en matière de nutrition. D'après notre expérience, une réunion de haut niveau, convoquée par le gouvernement pour lancer un processus d'engagement des entreprises, attirera de nombreuses et diverses entreprises. Cette réunion peut aider à définir les

domaines dans lesquels le gouvernement souhaite obtenir le soutien des entreprises et susciter l'intérêt des entreprises pour participer à ce dialogue. Toutefois, de nombreuses entreprises ne disposent pas des ressources nécessaires pour assister aux réunions politiques ou aux événements réguliers réunissant plusieurs parties prenantes. À l'exception des plus grandes entreprises, la plupart des entreprises ne sont pas familiarisées avec les débats de politique publique ou les stratégies gouvernementales, et elles ne disposent pas de responsables politiques capables de leur expliquer ces processus.

Par conséquent, le développement de la contribution des entreprises et l'attraction d'investissements plus importants, à la suite d'un lancement national, peuvent être plus efficaces s'ils se déroulent selon les principes de l'industrie. Par exemple, si le gouvernement veut donner la priorité à l'agriculture, le fait de faire participer les entreprises de ce secteur à moyen et long terme garantira leur participation aux réunions et leur engagement effectif. Il sera plus difficile de maintenir l'intérêt des entreprises dans le temps si elles ne voient pas l'intérêt des entreprises à s'engager.

De nombreuses entreprises ont informé le SBN qu'elles aimeraient disposer de plus de plateformes avec le gouvernement pour discuter de la réglementation et des incitations de politique publique pour des industries particulières. Le développement d'une plateforme pour s'engager avec les entreprises alimentaires, par exemple, assurera une meilleure communication, coordination et conformité avec les politiques gouvernementales, avec et de la part des entreprises. Dans la mesure du possible, investissez dans des réunions en face à face pour établir des relations et une compréhension mutuelle.

## LES DIFFERENTS ETAPES DE LA STRATEGIE

### **BUT**

SBN, première plateforme et centre d'excellence du secteur privé pour la promotion de la nutrition par son leadership pour le plaidoyer et l'alignement à la Politique Nationale de Nutrition.

### **VISION**

**Le secteur privé, acteur incontournable de la nutrition pour une nation prospère avec une population bien nourrie et un système alimentaire sécurisé.**



# STRATÉGIE

Créer un environnement favorable pour l'engagement des entreprises et leur alignement sur la stratégie nationale de nutrition.

Mobiliser les entreprises pour contribuer à réduire la malnutrition sous toutes les formes.

Développer et maintenir un environnement politique favorable.

Renforcer les chaînes de valeurs nutritives.  
Protéger et promouvoir les produits locaux.

Rendre la nutrition accessible, abordable et disponible pour le consommateur.

Où en sommes-nous aujourd'hui

Après 03 années d'existence, la plateforme commence maintenant à prendre ses marques. Durant ces temps, les besoins et les attentes de chaque entreprise membre sont différents. Ci-dessous quelques exemples :

1. Investissement commercial limité.
2. Absence de consensus parmi les parties prenantes sur la « valeur ajoutée » des entreprises.
3. Peu d'incitations du secteur public pour les entreprises.
4. Faible éducation des consommateurs.
5. Rôle flou des entreprises dans la stratégie de nutrition.
6. Les entreprises sont peu conscientes des problèmes de nutrition.

Plusieurs solutions pourront être apportées afin de répondre aux défis ci-dessus :

1. Identifier les points d'entrée potentiels dans la stratégie nationale.
2. Élaborer une feuille de route.
3. Etablissement de partenariats.
4. Élaborer un plan d'investissement détaillé.
5. Conceptualiser des messages harmonisés aux consommateurs.

6. Consulter les principales parties prenantes pour établir un consensus autour des points d'entrée.
7. Analyser la façon de tirer parti des programmes / engagements existants, des infrastructures, des finances.

#### Comment développer SBN à Madagascar

1. Sensibilisation des Entreprises sur l'importance de la nutrition.
2. Organisation d'une formation sur la nutrition/permaculture.
3. Motiver les Entreprises pour produire des nouveaux produits, amélioration de l'image des Entreprises, RSE, vulgarisation de la fortification.
4. Vulgarisation des nutriments à l'échelle nationale
5. Renforcer la collaboration avec les agences des Nations Unies et donateurs sur l'aspect base de données sur la malnutrition (UNICEF, FAO, PAM,)
6. Conception d'un site internet spécifique à Anjaramasoandro et promotion du site.
7. Réaliser la compétition SUN Pitch au niveau nationale pour recruter des membres et récompenser les entreprises méritantes dans la production des aliments destinés à améliorer la nutrition.

#### Que ferons-nous au cours des cinq prochaines années

- Autonomiser les entreprises dirigées par des femmes. La plateforme Anjaramasoandro peut soutenir les entreprises appartenant à des femmes ou dirigées par des femmes et relever les défis auxquels elles sont confrontées dans l'accès aux services de financement ou de développement des entreprises. Les femmes, principales responsables de la garde de leurs enfants, ont tendance à réinvestir 90 % de ce qu'elles gagnent dans les familles, ce qui se traduit par de meilleurs résultats en matière d'éducation, de santé et de nutrition. Les entreprises peuvent soutenir l'autonomisation économique des femmes dans leurs chaînes d'approvisionnement par l'accès à la formation, au mentorat, au financement et aux marchés, et plus largement par des programmes communautaires locaux qui tirent parti des ressources d'investissement social.

- Lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes en plus de mobiliser les entreprises pour lutter contre la dénutrition et les carences en micronutriments, nous engagerons les entreprises nationales à agir sur les problèmes des maladies non transmissibles liées à l'alimentation. Par exemple ; le gouvernement peut mettre les entreprises sur un pied d'égalité en imposant des temps de pause minimum, tout en envoyant un message positif sur l'importance d'une alimentation et d'un repos adéquats pendant la journée de travail pour la productivité. (Ex : prendre comme base le livre Nutrition au travail)
- Mobiliser les entreprises pour contribuer à réduire la malnutrition sous toutes ses formes : intensifier la mise en œuvre des actions de mobilisation sociale ; les entreprises peuvent fournir des savons pour le lavage des mains, des tablettes de purification d'eau, des filtres à eau, des latrines hygiéniques et une éducation au changement de comportement sur les bonnes pratiques d'hygiène à l'école et dans les communautés locales. Faire un plaidoyer et une communication pour le changement de comportement en conformité avec les priorités nationales et communiquer plus efficacement les répercussions de la malnutrition sur les plans humain, économique et de développement, ainsi que sur les moyens d'y faire face. Les entreprises peuvent donner accès à des services d'assurance maladie abordables et améliorer l'accès à l'information sur la santé grâce à la technologie. Les opérateurs de téléphonie mobile, en particulier, peuvent soutenir la collecte et l'analyse de données sur la nutrition et la santé, et partager des informations sur l'allaitement maternel et la nutrition.
- Plaider en faveur d'un engagement accru des entreprises en matière de nutrition parmi toutes les parties prenantes : mettre en place des partenariats multi-acteurs pour la coordination au niveau national amener toutes les parties prenantes, y compris les communautés, à faire des contributions mesurables en faveur du renforcement de la nutrition. Par exemple ; Les employeurs devraient être dûment incités, ou idéalement obligés, à fournir non seulement l'accès à la nourriture, mais aussi à une alimentation adéquate pour leur personnel, adaptée à la taille et aux besoins de l'entreprise.
- Rendre la nutrition plus ambitieuse, accessible, abordable et disponible pour le consommateur. Accroître la disponibilité et abordable des aliments sains et nutritifs pour les consommateurs à faible revenu grâce à des activités au niveau national. Préconiser aux entreprises d'adopter des pratiques commerciales responsables et plaider pour un environnement propice qui incite à des actions et des investissements commerciaux responsables. Par exemple ; Les gouvernements peuvent inciter les entreprises, par le biais d'allègements fiscaux, à fournir des plans de repas nutritifs, à investir dans l'équipement et la nourriture des cantines et à introduire des systèmes de bons d'achat. Les petites entreprises qui ne pourront pas investir dans une cantine peuvent offrir à ses employés ce genre de bon d'achat. Les entreprises peuvent fournir une éducation nutritionnelle à leurs employés afin de modifier la prise de conscience, les attitudes et les compétences en matière d'alimentation saine. Cela peut être étendu aux programmes communautaires, les entreprises s'associant aux centres de santé communautaires et aux prestataires de services de vulgarisation pour intégrer l'éducation nutritionnelle et d'autres services dans les programmes existants.

- Développer et maintenir un environnement politique favorable : disposer de politiques, de législations et de réglementations alignées avec l'assistance en matière de nutrition par exemple ; le gouvernement peut adopter des lois qui garantissent que les femmes enceintes et les mères allaitantes sont soutenues et protégées contre la discrimination sur le lieu de travail, prévoient des pauses et des espaces privés pour l'allaitement au travail, et offrent une éducation et d'autres incitations financières fiscales pour soutenir l'allaitement sur le lieu de travail. S'assurer d'adopter une approche de prévention et de gestion des conflits d'intérêts quand ils apparaissent. Garantir que les gouvernements et leurs partenaires investissent, de manière cohérente et suffisamment dans le renforcement des capacités.
- Hiérarchiser et institutionnaliser les mesures efficaces qui contribuent à une bonne nutrition. Améliorer de manière équitable, l'état nutritionnel de toutes les tranches de la population, en veillant à ce que personne ne soit laissée pour compte. Adopter des politiques réduisant les inégalités nutritionnelles, en particulier en ce qui concerne les mères et les filles, et éliminer les lois et pratiques discriminatoires. La mise en place d'une cantine alimentaire nutritive ou la modification du menu d'une cantine existante permet aux entreprises de contrôler le coût, la qualité et la sécurité des aliments fournis aux travailleurs. Le fait de fournir aux employés de bonnes informations nutritionnelles, un espace de réfrigération et des cours de cuisine peut aider les employés à préparer les repas les plus nutritifs possibles.
- De plus en plus, les entreprises et le gouvernement reconnaissent que les interventions en matière de nutrition sur le lieu de travail constituent un investissement stratégique à haut rendement pour la santé et la productivité des travailleurs. Le lieu de travail est un cadre idéal pour fournir et encourager une bonne nutrition, car les travailleurs, y passent une grande partie de leur journée. En outre, les heures de travail peuvent être la seule occasion pour ces travailleurs de prendre un repas nutritif (un modèle et une logique qui ne diffèrent pas des programmes d'alimentation scolaire populaires).
- Les acteurs du secteur public peuvent envisager des partenariats avec les entreprises pour étendre la portée des produits destinés aux de groupes de classe moyenne, en mettant l'accent sur la réduction du coût de distribution, la sensibilisation des consommateurs et la garantie de la qualité nutritionnelle.
- Les organisations de la société civile peuvent aider les entreprises à étendre leur portée au-delà des canaux de vente au détail traditionnels en exploitant les réseaux communautaires informels, tels que les vendeurs de proximité, pour promouvoir la compréhension de la nutrition et l'accès à des aliments divers et nutritifs et à des compléments multi nutriments.
- Les gouvernements peuvent établir des cadres réglementaires et des exigences claires pour les aliments spécialement formulés. Cela est particulièrement important pour clarifier la portée de la communication de la composition et des avantages des produits aux utilisateurs finaux afin de garantir la conformité avec le Code de commercialisation des substituts du lait maternel et d'autres lois et réglementations nationales.

- Les acteurs du secteur public peuvent développer des mécanismes ciblés pour garantir la qualité nutritionnelle de produits spécifiques, impliquant une combinaison de réformes réglementaires, de renforcement des capacités, parallèlement à des systèmes de certification et de franchises sociales, qui offrent un potentiel mais doivent encore être mieux compris.

Où voulons nous être dans 5 ans et comment y arriver ?

DRAFT

**AXES DE TRAVAIL 2020 - 2025 DU RESEAU DU SECTEUR PRIVE SUN DE MADAGASCAR**

<b>Objectif</b>	<b>Améliorer et renforcer la contribution du secteur privé à l'amélioration de la nutrition à Madagascar</b>
<b>Idéal</b>	Être le point focal de la mobilisation du secteur privé en matière de nutrition à Madagascar



<b>Axes de travail</b>	<b>Mobiliser les entreprises pour contribuer à réduire la malnutrition sous toutes ses formes.</b>	<b>Développer et maintenir un environnement politique favorable.</b>	<b>Renforcer des chaînes de valeurs nutritives.</b>	<b>Rendre la nutrition plus ambitieuse, accessible, abordable et disponible pour le consommateur.</b>	<b>Augmenter la sensibilisation et la demande en nutrition. Nous devons protéger et promouvoir les produits locaux.</b>
<b>Interventions prioritaires</b>	Autonomiser les entreprises dirigées par des femmes. Nous identifierons comment la plateforme Anjaramasoandro peut soutenir les entreprises appartenant à des femmes ou dirigées par des femmes et relever les défis auxquels elles sont confrontées dans l'accès aux services	Les entreprises en nutrition ont besoin d'un dialogue ouvert, honnête et régulier avec le gouvernement. Il existe un écart de communication entre le secteur privé et le gouvernement à l'échelle collective et à l'échelle de l'industrie. Nous devons assurer des règles du jeu équitables pour les entreprises dans les fortifications obligatoires.	Identifier les interventions de nutrition prioritaires conjointement avec le gouvernement et la plateforme des chercheurs. Promouvoir des chaînes de valeur à haute valeur nutritionnelle, comme par exemple les cultures maraichères, les fruits, le moringa, spiruline, la pêche, etc. Amélioration de la qualité/quantité/régularité de la production des	Identifier les opportunités de fortification, identifier les freins au développement de la fortification, et renforcer la production locale Organiser une formation aux membres du SBN sur la fortification et les possibilités d'accès aux fortifiants. Créer des liens entre l'ANFA et le SBN	Lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes en plus de mobiliser les entreprises pour lutter contre la dénutrition et les carences en micronutriments, nous engagerons les entreprises nationales à agir sur les problèmes croissants du surpoids, de l'obésité et des maladies non transmissibles liées à l'alimentation.

	<p>de financement ou de développement des entreprises.</p> <p>Etablissement d'un plan de communication : participation aux salons, médias, présentation spécificité du SBN aux autres plateformes, développement d'outils de visibilité, lancement officiel, création d'un site web, médias sociaux.</p> <p>Recruter des nouveaux membres Organiser des séances d'échange avec des services de soutien aux entreprises (fonds d'investissement, incubateurs, business matchmaking, etc.)</p>	<p>Les entreprises touchées par les règles obligatoires de fortification devraient faire face à une concurrence loyale.</p> <p>Présentation aux membres du SBN des réglementations en vigueur et identification des besoins prioritaires du SBN Participation du SBN dans l'élaboration des textes de lois/règlementation/politiques (Exemple : allègement fiscal sur les fortifiants (importation), achat de matériel de production, intrants etc.) (Exemple : ne plus considérer les produits fortifiés de compléments comme étant substitut au lait maternel ce qui empêche la publicité)</p>	<p>matières premières, conditions de stockage, transport, traçabilité etc. (formation des acteurs) Identifier les différents intervenants et créer un contrat de partenariat agriculteur-entreprises de matières premières.</p> <p>Créer une culture de la nutrition en milieu de travail et dans la communauté. Une main-d'œuvre bien nourrie peut contribuer à améliorer la productivité et à réduire le fardeau des congés de maladie.</p>	<p>Plaidoyer pour un allègement des taxes sur les fortifiants Appuyer l'ANFA pour finaliser le label/logo pour les produits fortifiés Tovonantsoa Renforcer la collaboration entre les chercheurs et le secteur privé Encourager à augmenter les circuits de distribution des produits fortifiés Développer les partenariats public-privé.</p> <p>Nous sommes tenus de fortifier nos produits, mais nous ne savons pas comment cela aide les citoyens. Les entreprises ne sont pas conscientes de l'impact que la fortification d'huiles, de maïs, de sels, etc. a</p>	<p>Il y a un manque de demande des consommateurs pour des produits nutritifs Les entreprises augmenteront leur présence sur le marché à mesure que la demande augmentera.</p> <p>La production et la consommation de produits locaux nutritifs de qualité sont plus bénéfiques et durables pour les agriculteurs, les travailleurs et les consommateurs.</p> <p>Développer une stratégie de communication : définition des cibles et des thèmes, canaux de communication (écoles, médias, réseaux sociaux), message (général</p>
--	--	--	---	--	--

	<p><b>Organiser une coopération sud-sud et partage d'expérience entre les SBN de différents pays.</b>  <b>Il serait utile pour les entreprises locales d'en apprendre davantage sur la façon dont d'autres pays construisent leurs activités autour de la nutrition</b></p>	<p><b>Participation du SBN à l'ANFA</b>  <b>Elaboration des normes sur une labelisation « Anjaramasoandro » (qualité, traçabilité, hygiène, etc.) des entreprises SBN</b>  <b>Les normes alimentaires et les règlements doivent être clarifiés et renforcés.</b>  <b>Manque de clarté sur les normes et règlements alimentaires</b>  <b>Les règles de contrôle de la qualité, d'emballage, de placement de produits, etc. doivent être renforcées.</b></p>		<p><b>sur l'ensemble de la population.</b>  <b>Les consommateurs apprécient une alimentation saine, mais ils ne savent pas quoi acheter.</b></p> <p><b>Innovons ! Le pays possède une richesse d'aliments nutritifs et indigènes et un esprit d'entreprise.</b></p>	<p><b>versus produits spécifiques)</b>  <b>Recherche en marketing sur les produits nutritionnels existants et les comportements des consommateurs à bas revenu</b>  <b>Développement de partenariats stratégiques avec les médias etc.</b>  <b>Développement de partenariats avec des groupements comme l'ordre des médecins/pharmaciens , etc.</b>  <b>Nous soupçonnons que les consommateurs aimeraient manger plus sainement, mais il y a un manque général de connaissances nutritionnelles.</b></p> <p><b>Il est possible pour le pays d'innover et de développer ses propres produits nutritionnels</b></p>
--	---	--	--	---	---

					uniques ; Investir dans de nouvelles idées locales peut lancer cette innovation
<b>Impact des interventions</b>	<p>Amélioration de la santé de la population et prévention de la malnutrition sous toutes ses formes. Une cinquantaine de membres constitue la plateforme. Des modèles commerciaux améliorés pour offrir des aliments nutritifs. Les entreprises adoptent des pratiques responsables en matière d'alimentation (activité principale et RSE).</p>	<p>Élaboration de nouvelles politiques et orientations plus favorables qui articulent le rôle de entreprises. Meilleurs Environnement favorable aux entreprises et à la nutrition (par exemple, plans d'action nationaux, politiques règlements approuvés/adoptés).</p>	<p>Augmentation des investissements des entreprises et des investisseurs. Produits labélisés et normalisés. Amélioration des chaînes de valeur agroalimentaires qui visent à accroître son avantage concurrentiel en collaborant avec des producteurs, des transformateurs, des spécialistes en commercialisation, des entreprises de services alimentaires, des détaillants.</p>	<p>Augmentation de la production d'aliments nutritifs Amélioration et augmentation de la distribution d'aliments nutritifs Amélioration de l'accès aux aliments nutritifs (Disponible &amp; Abordable)  Augmentation de la régularité de la consommation d'aliments nutritifs. Entreprise rentable fournissant des produits nutritifs et des services associés.</p>	<p>Société locale plus productive. De meilleures pratiques de marketing et des communications plus nombreuses et plus efficaces pour changer les comportements. Amélioration du business model pour fournir des aliments nutritifs.</p>

## DÉVELOPPER LA COLLABORATION AVEC LES AUTRES PLATEFORMES SUN ET LES AUTRES ENTITES

- Réunion avec les chambres de commerce d'Antananarivo, Fianarantsoa, Toliara, Tamatave ; Majunga, Diégo-Suarez pour faire connaître le SBN et obtenir les engagements du secteurs privés.
- Rencontre avec Miarakap, Adenia capital, Fiaro Ventures capital qui sont des fonds d'investissement et établir un partenariat avec les sociétés membres du SBN.
- Participer aux salons, rencontre avec les médias, rencontre avec les autres plateformes pour une meilleure collaboration (SUN-HINA, ONN, MIKASA, UNICEF, PAM), mettre à jour le site web et accentuer la présence de SBN dans les réseaux sociaux (Facebook, twitter).
- Rencontre avec les incubateurs pour les PME et start-up.
- Visite d'échange dans les SBN Africa pour partage d'expérience.
- Formation des membres sur l'importance de la nutrition dans l'entreprise et sur le développement économique du pays.
- Recrutement des membres, faire adhérer les producteurs de riz dans la finalité de la fortification du riz.
- Organiser un atelier de réseautage avec les coopératives agricoles ou organismes qui soutiennent les agriculteurs. Afin d'établir une collaboration à long terme pour les achats de matières premières utiles aux entreprises agro-alimentaires.
- Organiser des événements de mise en réseau pour les membres du secteur privé afin de s'engager entre eux, avec la société civile, les partenaires de coopération et le gouvernement sur la nutrition.
- Préparer des ateliers, animés par des experts en la matière, qui peuvent fournir aux participants des conseils pratiques sur des sujets et des opportunités commerciales liés à la nutrition.

- Mise à disposition d'une base de recherche et d'information pertinente et utile qui soutient l'investissement et le développement de produits nutritifs qui jouent un rôle dans la réduction de la malnutrition.
- Mises à jour du réseau sur tout changement de politique pouvant avoir un impact sur les entreprises alimentaires et autres informations pouvant influencer les décisions des entreprises.
- Faciliter les liens et les partenariats entre les membres du secteur privé, les ONG, les associations professionnelles et les autres organisations intéressées pour soutenir la nutrition conformément aux priorités gouvernementales.
- Mise à disposition d'une série d'outils supplémentaires pour aider les entreprises à identifier leurs lacunes stratégiques en matière de nutrition et à concentrer leur attention sur les domaines prioritaires identifiés.
- Fructifier les échanges avec la plateforme Mikasa et autres entités sur les aspects recherche et développement.
- Impliquer les directions régionales du commerce de l'industrie et de l'artisanat dans les actions de la plateforme Anjaramasoandro.

#### Mobilisation de ressource pour la plateforme

Même dans une optique non lucrative, l'association nécessite des fonds et à l'obligation de rechercher des financements. L'organisme pourra ainsi remplir les missions définies par son objet social.

Plusieurs formes de participation pourraient être envisagé pour la pérennité de la plateforme. Appliquer différentes sommes selon le chiffre d'affaire de l'entreprise donc une somme allant de 100,000Ar à 1,000,000 Ariary, les cotisations vont servir de budget de fonctionnement et faire appel à la solidarité quand il y a des actions spécifiques à faire. Une demande de don sur la page Facebook de l'association est aussi envisageable ; organiser des évènements de bienfaisance, des ventes de charité, des ventes de produits dérivés (T-shirts, casquettes). Une demande de subventions à travers les différents organismes de soutien du mouvement SUN peut être fait pour financer ses différents projets et alimenter son budget de fonctionnement.

## AMÉLIORER LES POLITIQUES ET LA RÉGLEMENTATION EN MATIÈRE DE NUTRITION

- Vulgariser la Loi n° 2017-048 régissant la sécurité sanitaire des denrées alimentaires et de l'alimentation animale.
- Vulgariser la loi sur la commercialisation des produits du substitut du lait maternel.
- Rencontre avec les membres du SBN pour la rédaction d'une proposition de loi ou réglementations ou décret et rencontre avec les Ministres responsables. ((Exemple : allègement fiscal sur les intrants utiliser dans la fortification alimentaire, (importation), sur les achats de matériel de production d'intrants ; ne plus considérer les produits fortifiés de compléments comme étant substitut au lait maternel ce qui empêche la publicité).
- Etablissement de la norme pour les entreprises agro-alimentaires., collaboration avec BNM.
- Les offres d'assistance technique potentielles comprennent : La reformulation des produits demande une collaboration avec les chercheurs dans le domaine de l'agroalimentaire, améliorer la sécurité alimentaire et les produits abordables pour les consommateurs à faible revenus en collaboration avec le gouvernement ; inclusion financière, marketing et autres.
  - Collaboration avec ONN et la plateforme des chercheurs.
  - Formation des entreprises producteurs aux normes ISO.et HACCP.
  - Etablir un cadre légal et réglementaire concernant la fortification alimentaire. Collaborer avec l'ANFA.